

Toulon le 11 mars 2019

Le Sommet des deux rives : une impulsion pour relancer la coopération euro-méditerranéenne !

Par Jean-François Coustillière contre-amiral (2S), membre du groupe d'analyse JFC Conseil

"La France souhaite redynamiser la Méditerranée sur la base du Dialogue 5+5 mais avec l'inclusion de la société civile» c'est la volonté politique affichée par le président français Emmanuel Macron tel qu'il l'a annoncée lors de la conférence aux ambassadeurs le 28 août 2018 à Paris. Il le dit clairement¹ : « Dix ans après l'Union pour la Méditerranée, il nous faut retrouver le fil d'une politique méditerranéenne différente en tirant tous les enseignements de ce que nous avons réussi et de ce que parfois nous ne sommes pas parvenus à faire ». Les étapes de cette démarche nous ont été communiquées par l'ambassadeur Pierre Duquesne² à l'occasion d'une conférence qu'il a prononcée à Marseille au profit des Entretiens d'Euromed-IHEDN, le mardi 5 février 2019.

Face à des enjeux partagés ...

La Méditerranée est perçue comme une mer divisée, une frontière ...

Les phénomènes de radicalisation ont engendré une vision de peur dans les pays du Nord. Or nous ne voyons pas que les pays du Sud souffrent eux depuis bien plus longtemps que nous de cette radicalisation et des conflits qui lui sont liés.

Les migrations sont liées aux crises économiques dans les pays de Sud, notamment en Afrique du Nord où les jeunes ne trouvent pas d'emploi. Mais ces pays autrefois « de transit » deviennent de plus en plus des pays de destination. Des personnes venant d'Afrique subsaharienne tentent de s'établir au Sud de la Méditerranée.

Le retour des populismes trouve sa source dans la crise économique de 2008 ainsi que dans les conséquences des "révoltes arabes" qui ont entraîné des discours sectaires au Nord et la détérioration des relations avec les sociétés du Sud.

La jeunesse de la population au Sud conduit à un nombre élevé des 20-30 ans. Au Nord, la population est marquée par un fort vieillissement. ... Ce constat se superpose à un taux de chômage élevé au Sud comme au Nord (40% en Espagne !). Dans le même temps, les aspirations de la jeunesse au Nord et celle au Sud ont tendance à se rapprocher.

¹ Discours du Président de la République à la conférence des Ambassadeurs à Paris, le 27 Août 2018

² L'ambassadeur Pierre Duquesne est Délégué interministériel. La France s'est dotée d'un service entièrement dédié à l'émergence de la « Méditerranée de projets » que le Président de la République appelle de ses vœux : la Délégation interministérielle à la Méditerranée (DiMed). Rattachée au Premier ministre, la DiMed est le lieu de coordination de la conception et de la mise en œuvre de projets en Méditerranée. Elle a pour feuille de route de favoriser les initiatives issues de la société civile.

Finalement les défis, au Nord et au Sud, sont assez semblables. Les enjeux de fond portent notamment sur l'éducation, la formation professionnelle, le développement et la cohésion sociale des territoires, le changement climatique, le développement durable, etc.

Une institution souple et adaptable

Parmi les institutions le *dialogue 5+5* est le dispositif le plus ancien et le plus efficace. En même temps il est le moins connu ! Il implique les dix pays liés à la Méditerranée occidentale : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye au Sud, et Portugal, Espagne, France, Italie et Malte au Nord.

Sa souplesse de fonctionnement en fait un dispositif réellement opérationnel sur des sujets majeurs, comme : la Défense, l'Environnement, l'Éducation ou le Tourisme, alors que les autres dispositifs à 43 pays voire plus, apparaissent excessivement complexes.

Il est perçu comme une évidence qu'une bonne solution pour redynamiser la Méditerranée soit de s'appuyer sur la base du Dialogue 5+5, mais avec l'inclusion de "la société civile". La France propose donc, avec le "Sommet des 2 rives" le 24 juin 2019 à Marseille, de reprendre le cours de la coopération en Méditerranée sur le format du processus 5+5. Il s'agit de relancer une nouvelle politique qui sera focalisée sur les sujets actuels : jeunesse, mobilités, énergie, éducation, formation, économie, environnement, développement durable ...

Une démarche concertée...

La France a ainsi proposé cette démarche aux 10 pays concernés qui ont adopté les principes selon lesquels il convenait de programmer des rencontres sur chacun des thèmes retenus dans chacun des pays du 5+5 afin de consulter les sociétés civiles respectives alors que se déroulerait en Tunisie, début juin, une réunion de répétition générale qui précéderait le Sommet.

L'Union européenne et l'Allemagne seraient associés.

Alors que va être le Sommet des deux rives ?

Il est pertinent de présenter cette démarche qui doit déboucher sur le Sommet des deux rives ainsi que le fait couramment l'ambassadeur Duquesne, c'est-à-dire par la succession de sept points déterminants :

Un comme ... Un sommet classique réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement des deux rives.

Deux comme ... Deux rives pour une zone Méditerranée intégrée.

Trois comme ... Trois objectifs : repenser la politique euroméditerranéenne, offrir un horizon aux jeunes méditerranéens et montrer que les pays du Nord ont aussi à apprendre des pays du Sud.

Quatre comme ... Quatre types de participants : les Etats du Dialogue 5+5, les deux organisations pan-méditerranéennes : L'Union pour la Méditerranée et la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, L'Union européenne avec l'Allemagne, les organisations internationales (Banque mondiale, Banque européenne d'investissement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Cinq comme ... Cinq forums préalables avec les sociétés civiles organisés par les Etats autour des thématiques : l'énergie en Algérie ; l'économie au Maroc ; la jeunesse et l'éducation à Malte ; l'environnement et le développement durable en Italie ; la culture, le tourisme et les médias en France (Montpellier).

Six comme ... Une sixième réunion qui fera la synthèse des cinq forums les 11 et 12 juin 2019 à Tunis. Cette répétition générale du Sommet à Marseille se conclura par un Appel de 100 spécialistes de la société civile autour d'une vingtaine de thématiques. Cette liste sera débattue et mise en valeur par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet. Les 100 représentants de la société civile seront présents lors du Sommet.

Sept comme ... Sept résultats attendus : des projets d'investissements d'infrastructures, des projets plus immatériels, des réseaux méditerranéens d'institutions éducatives, des politiques publiques communes, des mesures adoptées, la création d'institutions méditerranéennes, la création d'appellations ou de labels méditerranéens.

Que peut-on attendre du Sommet des deux rives ?

Ce Sommet des deux rives est donc bien construit pour associer les sociétés civiles à la coopération en Méditerranée occidentale ;

Il peut également servir d'exemple en temps voulu pour les autres pays méditerranéens. Le fait que la Fondation Anna Lindh et le secrétariat de l'UpM soient associés montre qu'il n'y a aucune volonté de fermeture ;

Enfin pourquoi pas, dans le prolongement de cette impulsion donnée à la coopération en Méditerranée, ne pas imaginer un G10 Méditerranée ? A l'image du G7 et du G20 il aurait le rôle d'un coordinateur. Le G10 Méditerranée serait alors un groupement informel et pas une institution donc sans secrétariat et sans permanents.

Le pari est audacieux. La Méditerranée a connu tant de déconvenues en termes de coopération que cette nouvelle initiative ne peut être accueillie autrement qu'avec réserve voire scepticisme. Pour autant si rien n'est fait, il est certain que la Méditerranée sera incapable de faire face aux différents défis évoqués. Dispersés, les pays n'auront pas les moyens d'affronter les enjeux. *Méditerranéiste*, comme se qualifiait lui-même le regretté grand journaliste Paul Balta, je veux y croire. Depuis 2007 et le peu de résultats de l'UpM, la problématique méditerranéenne avait été évacuée, oubliée, niée ... Enfin, on parle à nouveau de cet espace ! Nous ne pouvons pas nous en désintéresser.

Jean François Coustillière

Contre-amiral (2S)

Membre du groupe d'analyse JFC Conseil